AW

ROYAUME DE BELGIQUE

– – – – – – – – – –

AVIS 39.469/2

DE LA SECTION DE LÉGISLATION DU CONSEIL D'ÉTAT

– – – – – – – – – – – –

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par la Vice-Première Ministre et Ministre de la Justice, le 24 novembre 2005, d'une demande d'avis, dans un délai de trente jours, sur un avant-projet de loi "portant réforme de la carrière et du statut pécuniaire des membres du personnel des greffes et des secrétariats des parquets", a donné le 14 décembre 2005 l'avis suivant :

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1er, alinéa 1er, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique de l'avant-projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, l'avant-projet appelle les observations ci-après.

Observations générales

1. Certaines des dispositions en projet reproduisent, moyennant parfois de légères modifications, des règles déjà existantes du Code judiciaire, qu'il s'agit le plus souvent de déplacer dans le dispositif de ce dernier (par exemple, les articles 177 à 180, en projet, du Code judiciaire). Le Conseil d'État s'abstiendra dès lors de faire des observations sur ces règles déjà intégrées par le législateur dans ledit Code, d'autant qu'elles s'inscrivent parfaitement dans le cadre de la réforme que l'auteur de l'avant-projet veut mettre en place.

2. Il est d'usage qu'un article distinct soit consacré à chacune des dispositions de nature législative qui doivent être modifiées ou remplacées, ce qui permet à la Chambre et au Sénat de procéder à la discussion et au vote article par article, conformément à l'article 76 de la Constitution.

L'avant-projet sera adapté en conséquence.

Examen de l'avant-projet

Arrêté de présentation

Il convient que tous les ministres appelés à contresigner l'avant-projet le proposent également. Le texte de l'arrêté de présentation de l'avant-projet sera donc revu en conséquence.

.../...

Intitulé

Afin de mieux faire ressortir les trois catégories de personnel que l'auteur de l'avant-projet entend clairement distinguer au sein des greffes et des parquets, l'intitulé de l'avant-projet serait mieux rédigé comme suit :

"Avant-projet de loi portant réforme de la carrière et du statut pécuniaire des membres des greffes, des membres des secrétariats des parquets et des membres du personnel des greffes et des parquets".

Dispositif

Article 2

Au début de l'article 2, il y a lieu de viser le livre premier de la deuxième partie du Code judiciaire.

La même observation vaut pour les articles 6 et 16 de l'avant-projet.

Article 3

Au début de l'article 3, il y a lieu de viser le titre IV "du même livre".

Article 177, en projet, du Code judiciaire

L'article 177, en projet, reproduit l'article 182 du Code judiciaire.

L'attention de l'auteur de l'avant-projet est attirée sur le fait que l'alinéa 8 de cet article 177 ne tient pas compte de l'adaptation qu'apporte à l'article 182, alinéa 8 correspondant, l'article 4 de l'avant-projet de loi "modifiant les articles 161, alinéa 2, 164, alinéa 2, et 182, alinéa 2, du Code judiciaire, la loi du 16 juillet 1970 déterminant le cadre du personnel des tribunaux de police et la loi du 2 juillet 1975 déterminant le cadre du

personnel des tribunaux de première instance" [1]. Or, cette adaptation visait à remplacer, dans la version française de cet alinéa 8, les termes "est augmenté" par ceux de "peut-être augmenté", l'alignant ainsi sur la version néerlandaise.

Article 178, en projet, du Code judiciaire

Il conviendrait que l'exposé des motifs précise la raison pour laquelle la carrière plane est maintenue pour les secrétaires adjoints principaux après vingt-deux ans de fonctions et une évaluation "très bon" (article 287*ter* du Code judiciaire), alors qu'elle ne l'est plus pour les employés (principaux) et rédacteurs principaux (Voir le tableau des correspondances des grades repris à l'article 46, § 1er, en projet).

Article 180, en projet, du Code judiciaire

1. La deuxième phrase du texte français de l'article 180, alinéa 3, en projet, n'est constituée que d'un groupe sujet et doit donc être complétée par la traduction des termes "in aanmerking voor deze aanwervingen komen" figurant dans le texte néerlandais.

2. L'alinéa 3 maintient, comme le prévoit déjà l'article 185, alinéa 3, du Code judiciaire, la possibilité pour le Ministre de la Justice d'engager du personnel sous les liens d'un contrat de travail "en cas d'urgence". Compte tenu de la nature permanente qui semble être donnée à cette faculté présentée comme exceptionnelle, il convient que l'exposé des motifs précise à tout le moins comment la disposition en projet peut se concilier avec le régime général du recrutement par voie contractuelle (article 4 de la loi du 22 juillet 1993 portant certaines mesures en matière de fonction publique).

(1) Sur lequel le Conseil d'État a donné, le 26 octobre 2005, l'avis 39.245/2.

Article 5

Ainsi que l'a rappelé le Conseil d'État dans son avis 37.797/2, donné le 8 décembre 2004, sur un avant-projet devenu la loi du 10 août 2005 modifiant le Code judiciaire en ce qui concerne les traitements des référendaires et juristes de parquet près les cours et tribunaux de première instance, des greffiers et des secrétaires de parquet et modifiant les articles 259*duodecies* et 285*bis* du même Code :

> "(...) l'article 154 de la Constitution est également applicable aux référendaires et juristes de parquet près les cours d'appel et près les tribunaux de première instance, de même qu'aux greffiers et aux secrétaires de parquet [2]. Le législateur ne peut donc pas se contenter d'habiliter le Roi à "fixer", sans aucune autre forme de précision, le pécule de vacances de ces diverses catégories de personnel du pouvoir judiciaire."

Le même raisonnement vaut a fortiori lorsqu'il s'agit de fixer le délai et le statut applicables à la nomination provisoire dont les éléments essentiels doivent être à tout le moins fixés par la loi [3].

La même observation vaut pour l'article 269*bis*, en projet, (article 15 de l'avant-projet), pour l'article 277, en projet, (article 16 de l'avant-projet) et pour l'article 370, en projet, (article 34 de l'avant-projet).

---

(2) Diverses dispositions du Code judiciaire règlent déjà actuellement diverses composantes du traitement des secrétaires de parquet (voir les articles 372 à 377 du Code judiciaire), comme c'est également le cas pour les référendaires et les juristes de parquet près les cours d'appel et près les tribunaux de première instance (voir l'article 365*ter* du Code judiciaire), de même que pour les greffiers (voir les articles 366 à 371, 376 et 377 du Code judiciaire). Comparez avec l'article 380 du Code judiciaire qui habilite le Roi à fixer les traitements des traducteurs (principaux), des rédacteurs (principaux), ainsi que des employés (principaux) des greffes et des secrétariats de parquet.

(3) Voir également l'avis 34.815/2, donné le 6 février 2003, sur un avant-projet de loi "portant réforme de la carrière et du statut pécuniaire des membres du personnel des greffes et des secrétariats des parquets".

Article 7

Aux 1° et 2°, il y a lieu de viser non seulement le titre de licencié en droit mais également celui de master en droit.

La même observation vaut pour la suite de l'avant-projet.

Article 16

Il n'y a pas lieu de mentionner dans la phrase liminaire le chapitre et les articles précédemment abrogés.

Article 279, en projet, du Code judiciaire

Au paragraphe 1er, dernier alinéa, la disposition en projet se réfère simplement à l'avis du greffier en chef ou du secrétaire en chef donné au Ministre de la Justice qui peut mettre fin à la fonction exercée à titre provisoire.

Il va de soi que les modalités d'exécution à arrêter par le Roi devront prendre en compte le principe du caractère contradictoire de la procédure.

La même observation vaut pour l'article 280, en projet.

Article 31

L'article 31 tend à insérer dans le Code judiciaire un article 330*ter* sans toutefois préciser s'il est destiné à devenir le dernier article du chapitre III - intitulé "Des empêchements et des remplacements" - ou le premier du chapitre IV - intitulé "Des absences et des congés" - du titre II du livre II de la deuxième partie.

Comme l'objet de cet article 330*ter* - à savoir les transferts volontaires - est étranger à chacun de ces deux chapitres, il serait préférable de le faire figurer dans un chapitre III*bis* à créer à cet effet.

Article 32

1. L'exercice de fonctions supérieures réglé par l'article 330*quater*, en projet, pourrait faire l'objet d'un chapitre III*ter*, à moins d'être ajouté, après permutation des dispositions des articles 330*quater* et 330*ter*, au chapitre III, précité.

2. En ce qui concerne l'obligation de motivation prévue au paragraphes 1er et 2, alinéa 3, il convient que l'exposé des motifs précise la portée de la motivation exigée. S'il s'agit de l'obligation générale de motiver un acte administratif prévue par la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, les termes "de manière motivée" (paragraphe 1er, en projet) et "motivé" (dernière phrase du paragraphe 2, en projet) doivent être omis.

Article 34

L'article 34 tend au remplacement de l'article 370 du Code judiciaire, qui figure dans un chapitre intitulé "Des traitements des greffiers et secrétaires des parquets". Or, l'article 370, en projet, prévoit l'octroi d'une allocation pour l'exercice de fonctions supérieures aux membres et membres du personnel des greffes et secrétariats de parquet, de sorte que l'intitulé précité deviendrait trop restrictif. Il devrait donc être adapté en conséquence.

D'autre part, dans le second paragraphe (lire : alinéa [4]) de l'article 370, en projet, doit être visé, non l'article 330*ter*, mais l'article 330*bis*. Il est en outre contradictoire d'exclure l'application de ce second paragraphe aux cas visés au premier paragraphe de l'article 330*quater*, alors que le quatrième paragraphe de cet article prévoit l'application de l'article 370 aux "membres du personnel ainsi délégués", sans établir de distinction selon qu'ils le sont conformément au premier ou au deuxième paragraphe. Il en va d'ailleurs de même du troisième paragraphe de l'article 330*quater*, en projet : rien n'indique que ses dispositions ne seraient pas applicables dans les cas visés au premier paragraphe. Quelle que soit l'intention, le dispositif de cet article doit, à cet égard également, être clarifié. Cette contradiction doit être levée.

De manière plus fondamentale, dès lors que la disposition en projet a également vocation à s'appliquer aux membres des greffes et aux membres des secrétariats des parquets, il est renvoyé à l'observation formulée sous l'article 5.

Article 38

Dans l'article 38, il y a lieu de viser, respectivement, les cinquième, sixième et huitième tirets, au lieu des septième, huitième et neuvième tirets.

Article 52

Dans le texte français de l'article 52, les mots "d'appel" doivent être omis.

---

(4) "La division en paragraphe ne se justifie pas lorsque chacun des paragraphes ne comporte qu'un seul alinéa", Légistique formelle - Recommandations et formules, 8.5.2. (http://www.raadvst-consetat.be).

La chambre était composée de

Messieurs	Y.	KREINS,	président de chambre,
	J.	JAUMOTTE,	conseillers d'État,
Madame	M.	BAGUET,	
Monsieur	H.	BOSLY,	assesseur de la section de législation,
Madame	A.-C.	VAN GEERSDAELE,	greffier.

Le rapport a été présenté par M. J.-L. PAQUET, premier auditeur.

LE GREFFIER, LE PRÉSIDENT,

A.-C. VAN GEERSDAELE Y. KREINS

AW

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 39.469/2

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 24 november 2005 door de Vice-Eerste Minister en Minister van Justitie verzocht haar, binnen een termijn van dertig dagen, van advies te dienen over een voorontwerp van wet "tot herziening van de loopbanen en de bezoldiging van het personeel van de griffies en de parketssecretariaten", heeft op 14 december 2005 het volgende advies gegeven :

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten, haar onderzoek tot de rechtsgrond van het voorontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het voorontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

Algemene opmerkingen

1. Sommige van de ontworpen bepalingen nemen, soms met kleine wijzigingen, reeds bestaande regels van het Gerechtelijk Wetboek over, die in de meeste gevallen gewoon verplaatst moeten worden in het dispositief van laatstgenoemd Wetboek (bij voorbeeld, de ontworpen artikelen 177 tot 180 van het Gerechtelijk Wetboek). De Raad van State zal dan ook geen opmerkingen maken over die regels die de wetgever reeds heeft opgenomen in het genoemde Wetboek, te meer daar ze volledig in de lijn liggen van de hervorming die de steller van het voorontwerp wil doorvoeren.

2. Het is gebruikelijk dat een onderscheiden artikel besteed wordt aan elk van de bepalingen van wetgevende aard die gewijzigd of vervangen moeten worden, waardoor de Kamer en de Senaat, overeenkomstig artikel 76 van de Grondwet, kunnen komen tot de artikelsgewijze bespreking en stemming.

Het voorontwerp moet dienovereenkomstig worden aangepast.

Onderzoek van het voorontwerp

Indieningsbesluit

Alle ministers die het voorontwerp moeten mee-ondertekenen, moeten het ook mee voordragen. De tekst van het indieningsbesluit van het voorontwerp moet dienovereenkomstig worden herzien.

Opschrift

Om de drie personeelscategorieën die de steller van het ontwerp kennelijk wil onderscheiden binnen de griffies en de parketten, duidelijker te doen uitkomen, zou het beter zijn het opschrift van het voorontwerp als volgt te stellen :

"Voorontwerp van wet tot herziening van de loopbaan en de bezoldiging van de leden van de griffies, van de leden van de parketsecretariaten, en van de personeelsleden van de griffies en de parketten".

Dispositief

Artikel 2

In het begin van artikel 2 moet verwezen worden naar boek I van het tweede deel van het Gerechtelijk Wetboek.

Dezelfde opmerking geldt voor de artikelen 6 en 16 van het voorontwerp.

Artikel 3

In het begin van artikel 3 moet verwezen worden naar titel IV "van hetzelfde boek".

Ontworpen artikel 177 van het Gerechtelijk Wetboek

Het ontworpen artikel 177 neemt artikel 182 van het Gerechtelijk Wetboek over.

De aandacht van de steller van het voorontwerp wordt erop gevestigd dat in het achtste lid van dit artikel 177 geen rekening wordt gehouden met de aanpassing die in het daarmee overeenstemmende achtste lid van artikel 182 wordt aangebracht bij artikel 4 van het voorontwerp van wet "tot wijziging van de artikelen 161, tweede lid, 164, tweede lid, en 182, achtste lid, van het Gerechtelijk Wetboek, van de wet van 16 juli 1970 tot vaststelling van de politierechtbanken en van de wet van 2 juli 1975 tot vaststelling van de personeelsformatie van de rechtbanken van eerste aanleg" [1]. Die aanpassing strekte ertoe in de Franse versie van dat achtste lid de woorden "est augmenté" te vervangen door de woorden "peut être augmenté", en dit lid aldus af te stemmen op de Nederlandse versie.

Ontworpen artikel 178, van het Gerechtelijk Wetboek

In de memorie van toelichting zou moeten worden gepreciseerd waarom de vlakke loopbaan behouden blijft voor de eerstaanwezend adjunct-secretarissen die minstens tweeëntwintig jaar dienst hebben en bij hun evaluatie de vermelding "zeer goed" hebben gekregen (artikel 287*ter* van het Gerechtelijk Wetboek), terwijl dat niet meer het geval is voor de (eerstaanwezend) beambten en de eerstaanwezend opstellers (Zie de tabel met de overeenstemming van de graden, opgenomen in het ontworpen artikel 46, § 1).

Ontworpen artikel 180 van het Gerechtelijk Wetboek

1. De tweede zin van de Franse tekst van het ontworpen artikel 180, derde lid, bestaat slechts uit een onderwerp en moet dus aangevuld worden met de vertaling van de woorden "in aanmerking voor deze aanwerving komen" die in de Nederlandse tekst staan.

---

(1) waarover de Raad van State op 26 oktober 2005 advies 39.245/2 heeft uitgebracht.

2. In het derde lid wordt, zoals reeds bepaald is in artikel 185, derde lid, van het Gerechtelijk Wetboek, de mogelijkheid voor de Minister van Justitie om "om dringende redenen" personeel aan te werven met een arbeidsovereenkomst, gehandhaafd. Gezien het bestendige karakter dat gegeven lijkt te worden aan deze mogelijkheid, die als uitzonderlijk wordt voorgesteld, moet in de memorie van toelichting op zijn minst aangegeven worden hoe de ontworpen bepaling te rijmen valt met de algemene regeling inzake werving bij arbeidsovereenkomst (artikel 4 van de wet van 22 juli 1993 houdende bepaalde maatregelen inzake ambtenarenzaken).

Artikel 5

Zoals de Raad van State in herinnering heeft gebracht in zijn advies 37.797/2, gegeven op 8 december 2004 over een voorontwerp dat ontstaan heeft gegeven aan de wet van 10 augustus 2005 tot wijziging van het Gerechtelijk Wetboek wat betreft de wedden van de referendarissen en de parketjuristen bij de hoven van beroep en bij de rechtbanken van eerste aanleg, van de griffiers en de secretarissen van het parket en tot wijziging van de artikelen 259*duodecies* en 285*bis* van hetzelfde Wetboek :

> "(is) artikel 154 van de Grondwet eveneens van toepassing (...) op referendarissen en parketjuristen bij de hoven van beroep en de rechtbanken van eerste aanleg, net zoals op de griffiers en op de secretarissen van het parket [2]. De wetgever kan er zich dus niet mee vergenoegen de Koning te machtigen om, zonder enige andere precisering, het vakantiegeld te "bepalen" van die verschillende personeelscategorieën van de rechterlijke macht."

---

(2) Verschillende componenten van de wedde van de secretarissen van het parket worden thans reeds geregeld door een aantal bepalingen van het Gerechtelijk Wetboek (zie de artikelen 372 tot 377 van het Gerechtelijk Wetboek), zoals ook het geval is voor de referendarissen en de parketjuristen bij de hoven van beroep en de rechtbanken van eerste aanleg (zie artikel 365*ter* van het Gerechtelijk Wetboek), en voor de griffiers (zie de artikelen 366 tot 371, 376 en 377 van het Gerechtelijk Wetboek). Vergelijk met artikel 380 van het Gerechtelijk Wetboek dat de Koning machtigt de wedden te bepalen van de (eerstaanwezende) vertalers, de (eerstaanwezende) opstellers, alsook van de (eerstaanwezende) beambten van de griffies en de parketsecretariaten.

.../...

Dezelfde redenering geldt a fortiori wanneer het erop aankomt de termijn en de rechtspositie vast te stellen die van toepassing zijn op de voorlopige benoeming, waarvan op zijn minst de hoofdbestanddelen bij wet moeten worden vastgesteld [3].

Dezelfde opmerking geldt voor het ontworpen artikel 269*bis* (artikel 15 van het voorontwerp), voor het ontworpen artikel 277 (artikel 16 van het voorontwerp) en voor het ontworpen artikel 370 (artikel 34 van het voorontwerp).

Artikel 7

In 1° en 2° moet niet alleen de titel van licentiaat in de rechten, maar ook die van master in de rechten worden vermeld.

Deze opmerking geldt ook voor de daaropvolgende artikelen van het voorontwerp.

Artikel 16

In de inleidende zin hoeven het tevoren opgeheven hoofdstuk en de tevoren opgeheven artikelen niet te worden vermeld.

Ontworpen artikel 279 van het Gerechtelijk Wetboek

In de ontworpen bepaling, paragraaf 1, laatste lid, wordt gewoon verwezen naar het advies dat de hoofdgriffier of de hoofdsecretaris heeft gegeven aan de Minister van Justitie die een einde kan maken aan het voorlopig uitgeoefende ambt.

Uiteraard moet in de door de Koning vast te stellen uitvoeringsregels rekening worden gehouden met het beginsel dat de procedure op tegenspraak geschiedt.

---

(3) Zie ook advies 34.815/2, gegeven op 6 februari 2003 over een voorontwerp van wet "tot herziening van de loopbanen en de bezoldiging van de personeelsleden van de griffies en de secretariaten van de parketten".

Deze opmerking geldt ook voor het ontworpen artikel 280.

Artikel 31

Artikel 31 strekt ertoe een artikel 330*ter* in het Gerechtelijk Wetboek in te voegen, zonder dat echter wordt verduidelijkt of dat artikel het laatste artikel van hoofdstuk III "Verhindering en vervanging" moet worden, dan wel het eerste artikel van hoofdstuk IV "Afwezigheid en verlof", van het tweede deel, boek II, titel II.

Aangezien het onderwerp van dat artikel 330*ter* - namelijk vrijwillige overplaatsing - niets van doen heeft met die twee hoofdstukken, hoort dit artikel veeleer thuis in een specifiek daartoe in te voeren hoofdstuk III*bis*.

Artikel 32

1. De uitoefening van hogere ambten, die wordt geregeld bij het ontworpen artikel 330*quater*, zou kunnen worden opgenomen in een hoofdstuk III*ter*, of zou, nadat de bepalingen van de artikelen 330*quater* en 330*ter* van plaats zijn verwisseld, kunnen worden toegevoegd aan het voormelde hoofdstuk III.

2. In verband met de motiveringsplicht vervat in de paragrafen 1 en 2, derde lid, moet de strekking van de vereiste motivering in de memorie van toelichting worden gepreciseerd. Als het gaat om de algemene verplichting om een bestuurshandeling te motiveren, opgelegd bij de wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motivering van de bestuurshandelingen, moeten de woorden "op gemotiveerde wijze" (ontworpen paragraaf 1) en "met redenen omklede" (laatste zin van de ontworpen paragraaf 2) vervallen.

Artikel 34

Artikel 34 is gericht op de vervanging van artikel 370 van het Gerechtelijk Wetboek, dat deel uitmaakt van een hoofdstuk met als opschrift "Wedden van de griffiers en secretarissen van de parketten". Het ontworpen artikel 370 voorziet evenwel in de toekenning van een toelage voor de uitoefening van hogere ambten aan de leden en de personeelsleden van de griffies en de parketsecretariaten, zodat het voormelde opschrift te beperkend zou worden. Dat opschrift zou dus dienovereenkomstig moeten worden herzien.

Voorts moet in de tweede paragraaf (lees: het tweede lid [4]) van het ontworpen artikel 370 worden verwezen naar artikel 330*bis* in plaats van naar artikel 330*ter*. Bovendien is het tegenstrijdig de toepassing van die tweede paragraaf uit te sluiten voor de gevallen bedoeld in de eerste paragraaf van artikel 330*quater*, terwijl de vierde paragraaf van dat artikel voorziet in de toepassing van artikel 370 op de "personeelsleden, aan wie aldus opdracht is gegeven", zonder dat een onderscheid wordt gemaakt naargelang van het feit dat ze die opdracht overeenkomstig de eerste of de tweede paragraaf hebben gekregen. Die opmerking geldt overigens ook voor de derde paragraaf van het ontworpen artikel 330*quater*: er kan nergens uit worden opgemaakt dat de bepalingen ervan niet van toepassing zouden zijn in de gevallen genoemd in de eerste paragraaf. Ongeacht wat de bedoeling is, het dispositief van dat artikel moet ook op dat punt worden verduidelijkt. Die tegenstrijdigheid moet worden weggewerkt.

Fundamenteler wordt verwezen naar de opmerking onder artikel 5, aangezien de ontworpen bepaling ook bedoeld is voor de leden van de griffies en de leden van de parketsecretariaten.

---

(4) "Een indeling in paragrafen is niet verantwoord als elke paragraaf uit slechts één lid bestaat", Wetgevingstechniek - Aanbevelingen en formules, 8.5.2 (http://www.raadvst-consetat.be).

Artikel 38

In artikel 38 moet respectievelijk worden verwezen naar het vijfde, zesde en achtste streepje in plaats van naar het zevende, achtste en negende gedachtestreepje.

Artikel 52

In de Franse tekst van artikel 52 moeten de woorden "d'appel" vervallen.

De kamer was samengesteld uit

de Heren	Y.	KREINS,	kamervoorzitter,
	J.	JAUMOTTE,	staatsraden,
Mevrouw	M.	BAGUET,	
de Heer	H.	BOSLY,	assessor van de afdeling wetgeving,
Mevrouw	A.-C.	VAN GEERSDAELE,	griffier.

Het verslag werd uitgebracht door de H. J.-L. PAQUET, eerste auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J. JAUMOTTE.

DE GRIFFIER, DE VOORZITTER,

A.-C. VAN GEERSDAELE Y. KREINS